

**CONCOURS EXTERNE ET INTERNE POUR L'ACCÈS A L'EMPLOI DE
SECRÉTAIRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
(CADRE D'ORIENT)
AU TITRE DE L'ANNÉE 2024**

ÉPREUVES ÉCRITES D'ADMISSIBILITÉ

Lundi 18 septembre 2023

ECONOMIE

Série de huit à dix questions à réponse courte portant sur les enjeux économiques et de développement internationaux. Chaque question est accompagnée d'un ou plusieurs documents en rapport avec la question posée.

Durée totale de l'épreuve : 4 heures
Coefficient : 4


SUJET AU VERSO

Ce dossier comporte 8 pages (page de garde, sommaire et questions non compris)

SOMMAIRE

- Document 1 : Fitch abaisse la note de la France d'un cran à « AA- » (page 1)
- Document 2 : Climate Change in Developing Countries : Global Warming Effects, Transmission Channels and Adaptation Policies (page 2)
- Document 3 : Le défi de l'internationalisation des entreprises françaises en 2023 (page 3)
- Document 4 : Point sur la sécurité alimentaire (page 4)
- Document 5 : Un mandat élargi (page 5)
- Document 6 : La croissance du commerce devrait ralentir à 1,7% en 2023 après une augmentation de 2,7% en 2022 (page 6)
- Document 7 : Reaching New Heights in Uncertain Times: Most Innovative Companies 2023 (page 7)
- Document 8 : La baisse du taux d'intérêt est un phénomène mondial, une conversation avec Olivier Blanchard (page 8)

QUESTIONS

- 1. La dette publique française est-elle soutenable ? (document 1)**
- 2. Le changement climatique peut-il entraver le développement ? (document 2)**
- 3. Faut-il encourager les investissements français à l'étranger ? (document 3)**
- 4. La sécurité alimentaire mondiale est-elle menacée ? (document 4)**
- 5. Le dilemme des banques centrales entre inflation et croissance. (document 5)**
- 6. Assiste-t-on à un repli du commerce international ? (document 6)**
- 7. Pourquoi les entreprises américaines sont-elles plus innovantes ? (document 7)**
- 8. Où va l'épargne mondiale ? (document 8)**

Document 1 - « Fitch abaisse la note de la France d'un cran à « AA- » »

Les Echos (29 avril 2023)

(Extrait)

(...)

L'agence de notation Fitch Ratings a annoncé vendredi soir sa décision de baisser d'un cran la note de la France à « AA- ». Pour expliquer son geste, et à la veille du 1er mai où d'importantes manifestations devraient déferler sur tout le pays, l'agence évoque les tensions sociales récentes qui pèseront sur la capacité à réduire le déficit et la dette.

En dépit de cette décision, la France va continuer à « faire passer des réformes structurantes », assure Bruno Le Maire à l'AFP. « Je crois que les faits infirment l'appréciation de l'agence Fitch. Nous sommes en mesure de faire passer des réformes structurantes pour le pays », ajoute le ministre de l'Economie, citant la réforme de l'assurance chômage et celle des retraites.

Il répond ainsi aux arguments avancés par l'agence de notation pour qui « l'impasse politique et les mouvements sociaux (parfois violents) constituent un risque pour le programme de réformes de Macron et pourraient créer des pressions en faveur d'une politique budgétaire plus expansionniste ou d'un renversement des réformes précédentes », écrit ainsi Fitch.

(...)

Fitch est la première des trois principales agences de notation à rétrograder la note française depuis l'adoption de la réforme des retraites.

Le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire a regretté vendredi dans un communiqué l'« appréciation pessimiste » de Fitch estimant que l'agence de notation « sous évalue les conséquences des réformes » notamment celles des retraites.

Fitch redoute « des déficits budgétaires importants »

Dans ses conclusions, Fitch évoque « des déficits budgétaires importants et des progrès modestes » concernant leur réduction. Après avoir atteint 4,7 % en 2022, le déficit public français devrait légèrement remonter cette année à 4,9 % avant de refluer progressivement à partir de 2024, anticipe le gouvernement dans son programme de stabilité publié ces derniers jours, qui table sur un retour dans les clous budgétaires européens en 2027. Fitch anticipe pour sa part 5 % de déficit cette année.

Le désendettement devrait quant à lui connaître un coup d'accélérateur d'après le gouvernement, avec une dette représentant 108,3 % du PIB en 2027, soit 4 points de moins qu'envisagé précédemment mais toujours très loin de l'objectif européen de 60 %. Elle était à 111,6 % du PIB fin 2022.

Document 2 - « Climate Change in Developing Countries: Global Warming Effects, Transmission Channels and Adaptation Policies »

Olivier de Bandt, Luc Jacolin et Thibault Lemaire, *‘Working paper’ n°822 de la Banque de France* (juillet 2021)
(Extrait)

(...)

To address these issues, we chose to focus on assessing the effect of global warming, defined as sustained positive temperature deviations from their historical norms, on real GDP and real GDP per capita growth, combining economic and climate data to obtain a panel of 126 low- and middle-income countries over the period 1960–2017. We control for sustained precipitations deviations from their historical norms to assess whether climate change effects on output mostly stem from global warming or precipitations.

(...)

In a first exercise, we find that global warming has a substantial and sustained negative impact on GDP (and GDP per capita) growth in developing countries. In the median country, a sustained 1°C increase in temperature lowers real GDP per capita annual growth rate in 1.13 percentage points (0.74–1.52 p.p., 90% confidence interval), while the effect of precipitation deviations is not economically significant, in line with recent studies.

(...)

In the second exercise on transmission mechanisms using both demand and sectoral components, we find that global warming increases the relative share of private consumption and decreases that of investment, possibly reflecting more binding subsistence requirements in a context of a declining output and income. We also find that global warming leads to an increase of the share of the agricultural value-added in GDP at the expense of industrial value-added, despite a decline in agricultural output growth, leading to a potential reinforcement of the “food problem”. Both the sectoral and the demand decomposition of GDP indicate a shift towards short-term gains at the cost of investment, economic diversification and future prosperity.

In a third exercise, we discuss the role of several potential adaptation policies, such as electrification, deforestation, coal consumption, exchange rate regime or institutional quality, to attenuate the negative effect of global warming on output growth in developing countries. We do not consider the effects of such policies on climate change itself through increased greenhouse gases emissions, i.e. whether they are compatible or not with mitigation efforts. Some of these policies could therefore be considered as maladaptation policies. Causal inference from this exercise is more difficult, but the results seem to indicate that a higher level of development is associated with a smaller effect of global warming on per capita output growth. In sum, since our results also indicate that development becomes more difficult to achieve as temperatures rise, we find that global warming reinforces development traps, threatens the gains in living standards, particularly since the beginning of the 21st Century, and will hinder further adaptation to climate change in developing countries. Even though it is not explicitly related to climate change, the Covid-19 crisis illustrates the importance of some of such regressive effects brought about by natural disasters.

Document 3 - « Le défi de l'internationalisation des entreprises françaises en 2023 »

'Flash Eco' n°15 de BPI France (15 mai 2023)

(Extrait)

(...)

La stratégie d'investissement à l'étranger est plus marquée en France que chez ses principaux concurrents européens

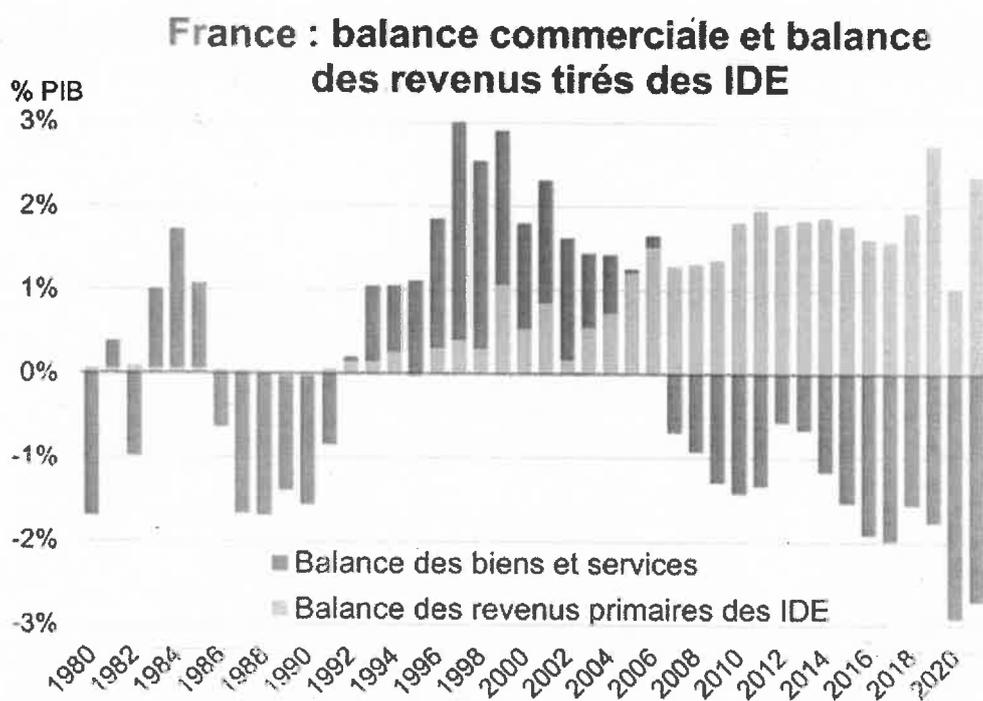
(...)

Dans l'ensemble des régions du monde, hors Communauté des Etats Indépendants, les pertes de parts de marché françaises ont été plus prononcées et/ou rapides que pour les autres pays de l'UE et ce pour presque toutes les catégories de biens (hors aéronautique / spatial).

En contrepartie, une accélération des modes d'internationalisation reposant davantage sur les investissements à l'étranger des entreprises françaises a été observée.

Le stock d'investissements directs à l'étranger (IDE) français est passé de 9,4 % du PIB en 1990 à 44,3 % en 2010 (52 % du PIB en 2021). Le secteur manufacturier représente 62 % du stock d'IDE. La balance des revenus issus des IDE a vu son excédent fortement augmenter (x3 en moyenne par rapport aux années 1990), compensant partiellement la dégradation de la balance des biens et services (cf. graphique).

Le reflet de cette dynamique d'investissement se lit aussi via le nombre de filières d'entreprises françaises à l'étranger, passé de 37 493 unités en 2011 à 49 850 en 2020. La hausse a été particulièrement marquée au MENA (+72 % sur la période) et en Afrique subsaharienne (+65 %), là où les pertes de part de marché à l'export ont précisément fortement baissé.



Sources : IMF BOP, Oxford Economics, Refinitiv

Document 4 - « Point sur la sécurité alimentaire »

Banque mondiale (5 juin 2023)

(Extrait)

(...)

Les indices des prix agricoles, des céréales et des exportations ont clôturé à moins 4 %, 3 % et 3 % respectivement par rapport aux niveaux enregistrés il y a deux semaines. Les prix du blé ont enregistré une baisse sensible de 11 %, tandis que ceux du riz et du maïs étaient relativement stables. En glissement annuel, les prix affichent une baisse de 25 % et 55 % respectivement pour le maïs et le blé, et une hausse de 13 % pour le riz. Par rapport aux prix enregistrés en janvier 2021, les cours du maïs affichent une hausse de 15 %, tandis que ceux du blé et du riz ont cédé 11 % et 1 % respectivement.

(...)

Dans un nouveau rapport, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) alertent sur un risque d'aggravation de l'insécurité alimentaire, entre juin et novembre 2023, dans 18 « foyers de famine » (a) situés dans 22 pays.

· L'Afghanistan, le Nigéria, la Somalie, le Soudan du Sud et le Yémen restent au niveau d'alerte le plus élevé. Haïti, le Soudan et la région du Sahel (Burkina Faso et Mali) sont désormais également placés au plus haut niveau d'alerte, tandis que la situation est jugée très préoccupante en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Kenya, au Myanmar, au Pakistan et en Syrie.

· Dans toutes ces zones critiques, un grand nombre de personnes sont en situation d'urgence (phase 4 de la classification de l'insécurité alimentaire aiguë) et risquent d'être de plus en plus en danger dans les mois qui viennent du fait de l'intensification des facteurs qui agissent sur l'insécurité alimentaire.

(...)

On assiste, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, à une vague de mesures sur les exportations et les importations de denrées. La crise alimentaire mondiale a été en partie aggravée par l'intensification des restrictions commerciales mises en place par les pays dans le but d'accroître l'offre intérieure et de faire baisser les prix. Au 13 mars 2023, 20 pays avaient imposé 26 interdictions d'exportation sur certains produits agricoles et 10 pays avaient adopté 14 mesures limitant les exportations.

Document 5 - « Un mandat élargi »

Luis Jácome et Tommaso Mancini-Griffoli, *Finances et Développement - FMI* (juin 2014)
(Extrait)

Durant les décennies qui ont précédé la crise financière mondiale de 2008, les pays ont les uns après les autres acquis la conviction que, pour assurer la stabilité des prix, il fallait que les banques centrales se concentrent exclusivement sur cet objectif et soient tout à fait indépendantes des autorités politiques, qui ont souvent une vision à court terme. Mais, depuis quelques années, ce consensus s'est un peu effiloché, car les autorités, entre autres, en sont venues à réévaluer le rôle qui devrait être dévolu aux banques centrales.

Nombre d'universitaires et d'analystes ont suggéré que les banques centrales devraient accepter d'élargir leur mandat au-delà de la maîtrise de l'inflation. La suggestion la plus concrète est que les banques centrales devraient s'employer activement à préserver la stabilité financière et à éviter les crises financières systémiques en restreignant l'expansion excessive du crédit et des emprunts. Leur rôle ne se limiterait plus à la réglementation des banques individuelles, comme c'est le cas aujourd'hui. Certains suggèrent qu'elles devraient être chargées d'une double mission dont les deux volets ont la même importance : d'une part, maîtriser l'inflation et, de l'autre, promouvoir le plein-emploi et la croissance. À l'heure actuelle, les banques centrales ne se préoccupent de l'emploi et de la croissance que dans la mesure où ils ont une incidence sur l'inflation.

L'élargissement de leur mandat soulèverait inévitablement des considérations politiques, et l'indépendance des banquiers centraux non élus pourrait être menacée. Nous examinons comment leur indépendance pourrait être restreinte et ce qu'il en coûterait. Nous considérons qu'en fonction de leurs responsabilités, il y aurait tout lieu de réduire l'indépendance des banques centrales, mais que des dispositions juridiques et institutionnelles doivent protéger le primat de la politique monétaire — qui a fait la preuve de son efficacité dans la maîtrise de l'inflation. Certaines banques centrales pourraient se voir confier plus de responsabilités, d'autres moins. Dans un contexte de difficultés budgétaires potentiellement sérieuses, les banques centrales pourraient être soumises à de fortes pressions pour les pousser à desserrer l'étai financier — par exemple en maintenant le taux d'intérêt à un bas niveau. Les banques centrales doivent se préparer à ce genre de pressions.

(...)

Document 6 - « La croissance du commerce devrait ralentir à 1,7% en 2023 après une augmentation de 2,7% en 2022 »

Organisation mondiale du commerce (5 avril 2023)
(Extrait)

En 2023, la croissance du commerce mondial devrait rester faible, malgré une légère amélioration des projections concernant le PIB faites à l'automne dernier, selon de nouvelles prévisions des économistes de l'OMC sorties le 5 avril. Freiné par les effets de la guerre en Ukraine, l'inflation obstinément élevée, une politique monétaire plus rigoureuse et l'incertitude des marchés financiers, le volume du commerce mondial des marchandises devrait croître de 1,7% cette année, après avoir augmenté de 2,7% en 2022. Cette augmentation moins importante que prévu est due à la chute enregistrée au quatrième trimestre.

(...)

Il est à noter que l'année dernière, la croissance du commerce a finalement été conforme au scénario de référence évoqué dans le rapport initial de l'OMC sur la guerre en Ukraine publié en mars 2022, qui prévoyait une fourchette comprise entre 2,4% et 3,0%, et bien au-dessus des 0,5% prévus dans le scénario le plus pessimiste dans lequel les pays auraient commencé à se séparer en blocs économiques concurrents. Finalement, les marchés internationaux sont restés ouverts, pour l'essentiel. Une étude complémentaire de l'OMC publiée le mois dernier a montré comment les économies vulnérables pouvaient compenser la coupure des approvisionnements alimentaires essentiels provoquée par la guerre en se tournant vers d'autres produits et fournisseurs.

La prévision de croissance de 1,7% pour le commerce en 2023, quant à elle, est supérieure à l'estimation de 1,0% faite en octobre dernier. Un facteur clé de cette amélioration est l'assouplissement des contrôles liés à la pandémie de COVID-19 en Chine, qui devrait libérer la demande de consommation accumulée dans le pays et stimuler ainsi le commerce international (...).

Ralph Ossa, Économiste en chef de l'OMC, a dit: "Les effets persistants de la COVID-19 et les tensions géopolitiques croissantes sont les principaux facteurs ayant influé sur le commerce et la production en 2022 et il est probable qu'il en sera toujours ainsi en 2023. Les hausses de taux d'intérêt dans les économies avancées ont aussi révélé des faiblesses dans les systèmes bancaires qui pourraient aboutir à une instabilité financière plus large s'il n'y est pas remédié. Les gouvernements et les organismes de réglementation devront être attentifs à ces risques financiers et autres dans les mois à venir".

À l'horizon 2024, la croissance du commerce devrait rebondir à 3,2% et celle du PIB à 2,6%. Toutefois, cette estimation est teintée d'une incertitude plus forte que d'habitude en raison de l'existence d'importants risques de détérioration, y compris les tensions géopolitiques, les chocs affectant les approvisionnements alimentaires et la possibilité de répercussions imprévues du durcissement de la politique monétaire.

Document 7 - « Reaching New Heights in Uncertain Times: Most Innovative Companies 2023 »

Boston Consulting Group (23 mai 2023)
(Extrait)

(...)

The 50 most innovative companies for 2023 are a geographically diverse group, roughly evenly split between North America and the rest of the world. Europe and Asia are well represented, and the Middle East joins the list for the first time with Saudi Aramco at number 41. (See Exhibit 3.) Auto companies held multiple positions in the 2022 list; international energy companies hold five spots this year. This may be a sign of respondents' concerns over climate change and the fact that they are looking to the energy industry to be a large and creative part of the solution. In spite of the market headwinds that they experienced in 2022, tech companies continue to dominate the top 50, including the top ten.

(...)

The 50 Most Innovative Companies of 2023

Ranking

1–10	1 Apple	2 Tesla (+3)	3 Amazon	4 Alphabet	5 Microsoft (-3)	6 Moderna (+1)	7 Samsung (-1)	8 Huawei	9 BYD Company +	10 Siemens (+10)
11–20	Pfizer (+7)	J&J (+15)	SpaceX +	Nvidia (+1)	ExxonMobil +	Meta (-5)	Nike (-5)	IBM (-8)	3M (+18)	Tata Group +
21–30	Roche +	Oracle (-3)	BioNTech ○	Shell +	Schneider Electric ○	P&G (+8)	Nestlé (+22)	General Electric (+1)	Xiaomi (+2)	Honeywell ○
31–40	Sony (-22)	Sinopec ○	Hitachi (+6)	McDonald's +	Merck +	ByteDance	Bosch (-11)	Dell (-24)	Glencore ○	Stripe ○
41–50	Saudi Aramco ○	Coca-Cola (-6)	Mercedes-Benz Group ¹ +	Alibaba (-22)	Walmart (-32)	PetroChina ○	NTT ○	Lenovo (-24)	BMW +	Unilever

xxx - Return +
 xxx - New entrant ○

Sources: BCG Global Innovation Survey 2023; BCG analysis.

Note: +/- indicates change from 2022 MIC ranking.

¹Mercedes-Benz Group was previously identified as Daimler.

(...)

Document 8 - « La baisse du taux d'intérêt est un phénomène mondial », une conversation avec Olivier Blanchard

Ramona Bloj, Shahin Vallée, *Le Grand Continent* (22 janvier 2023)
(Extrait)

(...)

Vous avez finalisé votre ouvrage fin 2021 et, en juillet 2022, la BCE a augmenté ses taux pour la première fois depuis de nombreuses années. Votre ouvrage parle des « taux d'intérêt bas » alors que les banques centrales ne font que les augmenter...

(...)

Ce qui détermine fondamentalement les taux d'intérêt à moyen terme, ce sont l'épargne, l'investissement, et la demande d'actifs sûrs. L'épargne et l'investissement déterminent ensemble l'évolution du stock de capital, et par implication la productivité marginale du capital ; la demande d'actifs sûrs détermine le taux sans risque par rapport à la productivité marginale du capital.

La raison pour laquelle je pense que les taux d'intérêts resteront bas, c'est que les forces qui ont amené la diminution des taux, une épargne forte, un investissement faible, et une grande demande d'actifs sûrs, vont, je pense, rester dominantes. Prenons l'évolution de l'épargne : elle vient très largement de deux facteurs, de l'augmentation de l'espérance de vie, et du niveau général de revenu. L'espérance de vie croissante implique que les gens ont une retraite plus longue, et doivent donc épargner pour préparer leur retraite (au-delà de ce qu'ils reçoivent de la sécurité sociale). Le niveau de revenu : quand on a une économie qui a un niveau de vie faible, et qu'une grande proportion de la population a un revenu faible, elle n'épargne pas ou peu. Au fur et à mesure que l'économie devient plus riche, de plus en plus de gens sont en mesure d'épargner. Quant à la demande d'actifs sûrs, je ne vois aucune raison que cela change non plus. Nous sommes dans un monde de plus en plus incertain, la régulation financière continuera à obliger les institutions financières à détenir des actifs sûrs.

Dans votre ouvrage, vous expliquez que l'une des causes du bas niveau des taux d'intérêt est le « global savings glut », le fait que l'épargne mondiale est beaucoup plus élevée que l'investissement. Pensez-vous que les investissements dans la transition écologique et digitale peuvent inverser la donne ?

Effectivement la seule raison pour laquelle on pourrait avoir une augmentation durable des taux d'intérêt, ce serait si on avait une grosse augmentation de l'investissement vert, l'investissement nécessaire à une action climatique forte. Comme montré notamment par le travail de Jean Pisani-Ferry, si nous étions prêts à mobiliser les sommes nécessaires, la demande d'investissement pourrait augmenter, et, avec elle, le taux d'intérêt d'équilibre. Dans cette hypothèse en effet, « $r - g$ » pourrait augmenter significativement. Mais, pour être réaliste, je ne pense pas que nous allons faire ce qu'il faut faire, nous allons faire moins. Mais c'est certainement là qu'il y a peut-être une possibilité de taux d'intérêt d'équilibre plus élevé. Je serais ravi que cela arrive.

(...)